



[Handwritten signature]

AVIS DE SOLlicitation À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
N° 05 /26/ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM/BPM DU 14 AOÛT 2026
POUR LE RECRUTEMENT D'UNE ENTREPRISE CHARGÉE DES
TRAVAUX DE VISITE DÉCENNALE ET DU BARÈMAGE DES CIGARES I
ET II AU CENTRE EMPLISSEUR GPL DE MAROUA

1. OBJET

Le Directeur Général de la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures, lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt pour la présélection d'entreprises qualifiées en vue de la réalisation des travaux de visite décennale et du barémage des cigares I et II au Centre Emplisseur GPL de Maroua.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations, objet du présent Avis de Sollicitation de Manifestation d'Intérêt, pourront notamment comprendre, sans s'y limiter :

- les travaux préparatoires et la mise en sécurité de la zone d'intervention ;
- la consignation et la mise hors service des cigares GPL I et II, conformément aux procédures de sécurité en vigueur ;
- les opérations de dégazage, de nettoyage interne et de préparation des réservoirs pour inspection ;
- les inspections visuelles internes et externes des cigares et de leurs accessoires ;
- les contrôles non destructifs (mesure d'épaisseur par ultrasons, ressuage, magnétoscopie ou tout autre contrôle approprié) ;
- le contrôle de l'état de corrosion, des soudures, des fonds, des piquages et des supports des réservoirs ;
- l'inspection, le contrôle et le cas échéant, les essais des accessoires de sécurité, notamment les soupapes, manomètres, jauges de niveau et autres équipements associés ;
- les essais réglementaires requis dans le cadre de la visite décennale, notamment les épreuves hydrauliques ou toute autre épreuve prescrite par la réglementation applicable ;
- les travaux de remise en état éventuellement nécessaire pour satisfaire aux exigences réglementaires avant la remise en service des équipements ;
- les opérations de barémage des cigares I et II conformément aux normes et procédures en vigueur ;
- l'établissement ou l'actualisation des tables de barémage des réservoirs ;
- la fourniture des certificats, procès-verbaux d'essais, rapports d'inspection et tout autre document réglementaire exigé pour la remise en exploitation des cigares ;

- la remise en service des équipements après validation des résultats des contrôles et essais ;
- toutes autres prestations connexe nécessaires à la bonne exécution des travaux dans le respect des normes de sécurité, de qualité et de protection de l'environnement.

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

Le présent Avis est ouvert aux sociétés et aux entreprises de droit camerounais ayant une expérience pour la réalisation des prestations sollicitées.

4. FINANCEMENT

Les prestations, objet du présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt sont financés par le budget d'investissement de la CSPH, exercice 2026.

5. DEPOT DE MANIFESTATION D'INTERET

Les dossiers de candidature, rédigés en français ou en anglais, doivent être produits **en quatre (04) exemplaires, dont l'original et trois (03) copies marquées comme telles**, dans une enveloppe fermée et scellée ne portant ni cachet ni indication de l'identité du candidat. Ces documents doivent parvenir au Service des Marchés de la CSPH, porte 339 de l'immeuble abritant le siège de la CSPH à Yaoundé, téléphone 222 50 30 00, B.P. 501 au plus tard le **31 AOÛT 2026** à **10h**, heure locale, et porter les mentions suivantes :

AVIS DE SOLLICITATION À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
N° **05**/26/ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM/BPM DU **14 AOÛT 2026** **POUR**
LE RECRUTEMENT D'UNE ENTREPRISE CHARGÉE DES TRAVAUX DE VISITE
DECENNALE ET DU BAREMAGE DES CIGARES I ET II AU CENTRE
EMPLISSEUR GPL DE MAROUA

6. DUREE D'EXECUTION

La durée d'exécution des prestations est de **trois (03) mois** calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les travaux.

7. COMPOSITION DU DOSSIER

Au risque de voir son offre disqualifiée, le candidat doit présenter en deux (02) volumes, de la façon la plus claire et détaillée possible, les éléments suivants qui feront l'objet de vérification :

Enveloppe A – Volume 1 : Dossier administratif

L'enveloppe A contiendra les documents suivants, en originaux ou en copies certifiées conformes, datant de moins de trois (03) mois et valables pour l'exercice en cours :

- la déclaration d'intention de soumissionner timbrée et signée par le candidat ;

- b. l'accord de groupement (si association de plusieurs entreprises), spécifiant le mandataire le cas échéant ;
- c. le pouvoir du mandataire le cas échéant ;
- d. le pouvoir de signature, le cas échéant ;
- e. une attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Première Instance ;
- f. une attestation de domiciliation bancaire du Soumissionnaire, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère des Finances du Cameroun ;
- g. une attestation de non-exclusion des Marchés Publics délivrée par l'ARMP avec la référence à l'Appel d'Offres ;
- h. une attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale portant mention de l'objet et références de l'Appel d'Offres et certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations sociales vis-à-vis de ladite caisse ;
- i. une attestation de conformité fiscale qui tient également lieu de justificatif de paiement de la patente, de certificat d'imposition et de bordereau de situation fiscale établie par les services compétents de la Direction des Impôts certifiant que le Soumissionnaire a effectué les déclarations réglementaires en matière d'impôts pour l'exercice en cours et timbrée ;
- j. une attestation d'immatriculation ;
- k. une copie certifiée du registre du commerce ;
- l. un plan de localisation certifié et en cours de validité.

Les pièces **b** et **c** ne sont à fournir que s'il y a association de plusieurs entreprises pour soumissionner et exécuter le marché ensemble.

Enveloppe B – Volume 2 : Offre technique

L'offre technique comprendra les informations et documents justifiant les références attestant l'exécution des contrats analogues :

B.1. Les renseignements sur les qualifications du Soumissionnaire :

Ses références justifiées par la réalisation au cours des dix (10) dernières années, d'au moins **trois (03) projets** d'envergure similaire : soit **une (01) mission** de barémage de réservoirs GPL ou hydrocarbures et au moins **deux (02) visites** décennales d'équipements sous pression dans un Centre Emplisseur. (Joindre les copies des premières et dernières pages des Marchés ou des Lettres-Commandes, les procès-verbaux de réception ou les certificats de bonne exécution) ;

B.2. La liste du personnel d'encadrement

Le candidat devra justifier de sa capacité à pouvoir mobiliser un personnel de maîtrise composé de :

❖ Un (01) Ingénieur de Génie Mécanique / Génie Industriel / Génie des procédés : le Chef de Mission

Le Chef de Mission doit avoir :

- soit, un diplôme de Génie Mécanique ou équivalent (BAC + 5), soit un diplôme de Génie Industriel (BAC + 5) ; soit un diplôme de Génie des procédés (BAC +

5) ;

- l'attestation d'inscription à l'Ordre des Ingénieurs du Cameroun (OIC) ;
- expérience professionnelle (à présenter dans un **Curriculum Vitae (CV)** avoir au moins dix (10) ans d'expérience professionnelle dans les inspections d'équipements sous pression ou d'installations pétrolières et gazières.

❖ **Un (01) Ingénieur de Génie Mécanique spécialisé en équipements sous pression**
Il doit avoir :

- un diplôme de Génie Mécanique ou équivalent (BAC + 5) ;
- l'attestation d'inscription à l'Ordre des Ingénieurs du Cameroun ;
- expérience professionnelle (à présenter dans un **Curriculum Vitae (CV)** détaillé) avoir au moins huit (08) ans d'expérience en inspection, maintenance ou expertise des réservoirs sous pression.

❖ **Un (01) Ingénieur en Métrologie spécialiste en barémage**
Il doit avoir :

- un diplôme d'ingénieur ou Master en métrologie ou équivalent (BAC + 5).
- l'attestation d'inscription à l'Ordre des Ingénieurs du Cameroun.
- expérience professionnelle (à présenter dans un Curriculum Vitae (CV) détaillé) avoir au moins cinq (05) ans d'expérience en barémage de réservoirs ou en métrologie industrielle.

❖ **Un (01) Ingénieur instrumentation**
Il doit avoir :

- un diplôme d'Ingénieur en Instrumentation (BAC + 5) ou équivalent (Electromécanique ou Automatisme) ;
- l'attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs du Cameroun ;
- expérience professionnelle (à présenter dans un Curriculum Vitae (CV) détaillé) avoir au moins cinq (05) ans d'expérience en contrôle des instruments et accessoires de sécurité.

❖ **Un (01) Expert en Contrôles Non Destructifs (CND)**
Il doit avoir :

- un diplôme d'Ingénieur des travaux ou Technicien supérieur en Maintenance Industrielle ou équivalent (BAC + 3).
- titulaire d'une certification en Contrôles Non Destructifs (COFREND, ISO 9712, ASNT, ou équivalent) de niveau minimum II.
- expérience professionnelle (à présenter dans un **Curriculum Vitae (CV)** détaillé) avoir au moins cinq (05) ans d'expérience dans les contrôles non destructifs des équipements sous pression.

❖ **Un (01) Responsable Qualité-Hygiène-Sécurité-Environnement (QHSE)**

Ce Responsable doit avoir :

- un diplôme (licence ou Master) en Qualité, Hygiène, Sécurité et Environnement (BAC + 3 minimum) ou équivalent.
- expérience professionnelle (à présenter dans un **Curriculum Vitae (CV)** détaillé) avoir au moins cinq (05) ans d'expérience dans le domaine environnemental.

❖ **Un (01) Technicien Supérieur en Génie Mécanique**

Le Laborantin doit avoir :

- un BTS ou une licence professionnelle en Génie Mécanique ou équivalent (BAC + 2 minimum) ;
- Expérience professionnelle (à présenter dans un **Curriculum Vitae (CV)** détaillé) avoir au moins trois (03) ans d'expérience en inspection, contrôle des installations dans un centre emplisseur de GPL, ou un dépôt pétrolier.

B.3. Les moyens logistiques, techniques et matériels

Le candidat doit justifier de la possession en propre à l'entreprise ou en location possible ou sous engagement de mise à disposition, de moyens matériels ci-après :

❖ **Equipements de Contrôles Non Destructifs (CND)**

Justifier de la possession d'au moins :

- un (01) **appareil de mesure d'épaisseur** par ultrasons ;
- un (01) **détecteur de défauts** par ultrasons ;
- un (01) **kit de ressuage** ;
- un (01) **appareil de magnétoscopie**.

❖ **Equipements de Métrologie et de Barémage**

Justifier de la possession de :

- rubans métalliques étalonnées ;
- niveau électronique ou niveau laser ;
- un (01) télémètre laser ;
- un (01) logiciel de calcul des tables de barémage.

❖ **Moyens logistiques et sécurité industrielle**

Justifier d'au moins :

- deux (02) **véhicules utilitaires** ;
- un (01) ordinateur portable ;
- un (01) détecteur multigaz ;
- quelques **Equipements de Protection Industrielle (EPI)**.

Il est à noter que cette liste du matériel n'est pas exhaustive. Il s'agit du matériel essentiel et obligatoire requis. Cela ne dispense pas le candidat d'avoir tous les autres équipements nécessaires à la réalisation parfaite des prestations.

Selon le mode d'acquisition, les potentielles pièces justificatives à joindre sont :

- ❖ En possession propre de l'entreprise :
 - copies de cartes grises des engins ;
 - factures d'acquisition ;
 - photos des équipements.
- ❖ En location : contrats de location accompagné des photos des équipements y relatifs.
- ❖ Engagement de mise à disposition : attestations de mise à dispositions accompagné des photos des équipements y relatifs.

Les équipements de mesure et d'essais devront être accompagnés de certificats d'étalonnage en cours de validité délivrés par un organisme compétent.

B.4. Organisation et méthodologie sommaire

La méthodologie de travail doit être organisée de la manière suivante :

- ❖ Compréhension de la mission : décrire les objectifs, les contraintes et les exigences technique de la visite décennale et du barémage des cigares GPL.
- ❖ Organisation proposée : présenter l'organisation de l'équipe, de la répartition des responsabilités et des moyens mobilisés pour assuer la bonne exécution des prestations.
- ❖ Planning prévisionnel : proposer un calendrier d'exécution indiquant les principales étapes de la mission ainsi que les délais de réalisation des prestations.

B.5. Capacité financière

Des documents justifiant l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières permettant de financer le Marché (production d'une attestation de capacité financière certifiée confirmant la disponibilité des financements – d'un montant supérieur ou égale à **vingt millions (20 000 000) de francs CFA**, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances.

B.6. Déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire atteste non seulement qu'il n'a pas abandonné de Marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministère des Marchés Publics.

8. CRITERES D'EVALUATION

La qualité des offres techniques sera évaluée sur la base des critères suivants :

A. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- **A l'analyse des pièces administratives :**

- a) absence ou non-conformité ou non production d'une pièce du dossier administratif après le délai de 48 heures accordé au soumissionnaire ;
- b) fausse déclaration ou pièce falsifiée.

• **A l'analyse de l'offre technique :**

- a) dossier technique incomplet ou non conforme aux prescriptions du présent avis ;
- b) ne pas avoir obtenu **au moins 70/100** à l'issue de l'analyse technique ;
- c) fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- d) absence dans l'offre technique d'un document justifiant l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières permettant de financer le Marché (production d'une attestation de capacité financière certifiée confirmant la disponibilité des financements – d'un montant supérieur ou égale à **vingt millions (20 000 000) de francs CFA**, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances ;
- e) absence dans l'offre technique d'une déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire atteste non seulement qu'il n'a pas abandonné de Marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministère des Marchés Publics.

B. Critères essentiels

La qualité des offres techniques sera évaluée sur la base des critères suivants :

N°	DESIGNATION	Points
1	Présentation générale des offres	05
2	Références des candidats pour des missions similaires : au moins trois	30
2.1	Référence 1	
2.2	Référence 2	
2.3	Référence 3	
3	Qualifications et expériences du personnel d'encadrement	40
4	Moyens logistiques, techniques et matériels	15
5	Méthodologie et organisation du travail	10
	Total	100

Seuls les candidats ayant totalisé une note supérieure ou égale à 70 % à l'issue de l'évaluation des offres techniques seront pré-qualifiés.

9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Directeur des Ressources Humaines et des Moyens Généraux de la CSPH, Tél : 2 22 50 30 00 / 222 50 30 10 ; B.P : 501 Yaoundé, Fax 222 50 30 05 / 222 50 30 03. Email contact@cspg.cm.

10. PUBLICATION DES RESULTATS

Le Directeur Général de la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures publiera par voie de communiqué officiel, la liste des candidats présélectionnés à qui il adressera le Dossier d'Appel d'Offres relatif à la réalisation des prestations requises. Il est à noter que l'intérêt manifesté par un candidat n'implique aucune obligation de la part de la CSPH de l'inclure dans la liste restreinte.

Yaoundé, le 14 Aout 2026



LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Okie Johnson Ndoh
Inspecteur d'Etat



NOTICE OF REQUEST FOR EXPRESSIONS OF INTEREST
No. 05/26/ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM/BPM OF 14 AOÛT 2026
FOR THE RECRUITMENT OF A COMPANY TO CARRY OUT THE TEN-
YEAR INSPECTION AND CALIBRATION OF BULLET TANKS I AND II AT
THE MAROUA LPG FILLING CENTRE

1. SUBJECT

The Director General of the Hydrocarbons Prices Stabilization Fund hereby launches a Notice of Request for Expressions of Interest for the pre-selection of qualified companies in view of the execution of the ten-year inspection works and the assessment of bullet tanks I and II at the Maroua LPG Filling Centre.

2. NATURE OF SERVICES

The services subject to this Notice of Request for the Expression of Interest, shall include, without being limited to:

- preparatory works and securing the work area;
- the isolation and decommissioning of LPG bullet tanks I and II, in accordance with current safety procedures;
- degassing, internal cleaning and preparation of the tanks for inspection;
- internal and external visual inspections of the bullet tanks and their fittings;
- non-destructive testing (ultrasonic thickness measurement, dye penetrant testing, magnetic particle testing or any other appropriate test);
- inspection of the corrosion condition of welds, base of tanks, connections and tank supports;
- inspection, checking and, where necessary, testing of safety fittings, in particular valves, pressure gauges, level gauges and other associated equipment;
- the regulatory tests required as part of the ten-yearly inspection, in particular hydraulic tests or any other tests prescribed by the applicable regulations;
- any repair work that may be necessary to meet regulatory requirements before the equipment is put back into service;
- the calibration of Type I and II bullet tanks in accordance with current standards and procedures;
- the preparation or updating of calibration tables for tanks;
- the provision of certificates, test reports, inspection reports and any other regulatory documents required for the recommissioning of the bullet tanks;
- the recommissioning of equipment following approval of the results of inspections and tests;

- any other related services necessary for the proper execution of works in accordance with safety, quality and environmental protection standards.

3. CONDITIONS FOR PARTICIPATION

This Notice is open to companies registered under Cameroon law with experience in providing the services requested.

4. FINANCING

The services subject of this Notice of Request for the Expressions of Interest are financed by the Investment Budget of the HPSF for the 2026 financial year.

5. SUBMISSION OF EXPRESSIONS OF INTEREST

Bidder application files, written in English or French, must be submitted **in four (04) copies, including the original and three (03) copies marked as such**, in a closed and sealed envelope void of a stamp or any indication of the bidder's identity. These documents must reach the HPSF Contracts Service, Room 339 of the head office building in Yaoundé, Telephone 222 50 30 00, PO Box 501, no later than **31 AOUT 2026 at 10.00 a.m.** local time, labelled as such:

05 NOTICE OF REQUEST FOR EXPRESSIONS OF INTEREST
No. **05** /26/ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM/BPM OF **31 AOUT 2026** FOR
**THE RECRUITMENT OF A COMPANY TO CARRY OUT THE TEN-YEAR
INSPECTION AND CALIBRATION OF BULLET TANKS I AND II AT THE
MAROUA LPG FILLING CENTRE**

6. EXECUTION DEADLINE

The execution period of the services is **three (03) months**. This deadline shall run from the date of notification of the service order to commence the services.

7. COMPOSITION OF THE FILE

At the risk of having their bid rejected, candidates must submit the following documents, which will be subject to verification, in two (02) volumes, in as clear and detailed a manner as possible:

Envelope A – Set 1: Administrative file

Envelop A shall contain the following documents, in originals or certified true copies, dated less than three (03) months and valid for the current financial year:

- A declaration of expression of interest duly signed by the bidder;
- The consortium agreement (if a consortium of several companies), specifying the representative where applicable;
- An attestation of power of attorney of the representative's if applicable.

- d. An attestation of power of signatory, if applicable.
- e. A certificate of non-bankruptcy issued by the Court of First Instance;
- f. A certificate of bank domiciliation of the bidder issued by a first-rate bank approved by the Cameroon Ministry of Finance;
- g. A certificate of non-exclusion from public contracts issued by the Public Contracts Regulations Agency (ARMP) referencing the call for tenders;
- h. A certificate issued by the National Social Insurance Fund stating the subject and reference of the Call to Tender and certifying that the Bidder has fulfilled his/her social security obligations towards the said Fund;
- i. A certificate of tax compliance, which also serves as proof of payment of taxes, a tax certificate and a tax situation slip, issued by the competent services of the Directorate of Taxation, stamped and certifying that the Bidder has made the regulatory tax declarations for the current financial year;
- j. A certificate of registration;
- k. A certified true copy of the trade register;
- l. A certified and valid site plan and location.

Documents **b** and **c** need only be provided if several companies are forming a consortium to tender for and carry out the contract jointly.

Envelope B – Set 2: Technical bid

The technical bid must include information and documents justifying the references attesting to the performance of similar contracts:

B.1. Information on the Bidder's qualifications:

Documentary evidence demonstrating that, during the last ten (10) years, the applicant has successfully completed at least **three (03) projects** of a similar scale that is: **one (01) calibration assignment** for LPG or hydrocarbon storage tanks, and at least **two (02) ten-year inspections** of pressure equipment at an LPG Filling Centre. (Enclose copies of the first and last pages of the Contracts or Purchase Orders, the acceptance reports or the certificates of satisfactory completion);

B.2. The list of the supervisory staff

The bidder must demonstrate their ability to mobilise a team of senior staff comprising:

❖ One (01) Mechanical, Industrial or Energy Engineer: the Project Manager

The Project Manager must hold:

- Either, a degree in Mechanical Engineering or equivalent (A' Levels + 5); or a degree in Industrial Engineering; equivalent (A' Levels + 5); or a degree in Process Engineering (A' Levels + 5);
- A Certificate of registration with the Cameroon Order of Engineers (OIC);
- Professional experience (to be presented in a detailed **Curriculum Vitae (CV)**: having at least ten (10) years of professional experience in the inspection of

pressurised equipment or oil and gas installations.

❖ **(01) Mechanical Engineer specialised in pressurised equipment**

This engineer must have:

- A certificate in mechanical engineering or equivalent (A' Levels + 5);
- A Certificate of registration with the Cameroon Order of Engineers;
- Professional experience (to be presented in a detailed **Curriculum Vitae (CV)**): having at least eight (08) years of experience in the inspection, maintenance or assessment of pressurised tanks;

❖ **One (01) Metrology Engineer specialised in tank calibration**

This engineer must have:

- A degree in engineering or a Master's degree in metrology or equivalent (A' Levels + 5).
- A Certificate of registration with the Cameroon Order of Engineers.
- Professional experience (to be presented in a detailed **Curriculum Vitae (CV)**): having at least five (05) years of professional experience in tank calibration or industrial metrology.

❖ **One (01) Instrumentation Engineer**

This engineer must have:

- A degree in Instrumentation Engineering (A' Levels + 5) or equivalent (Electromechanical or Automation),
- A Certificate of registration with the Cameroon Order of Engineers;
- Professional experience (to be presented in a detailed **Curriculum Vitae (CV)**): having at least five (05) years of experience in inspecting safety instruments and accessories.

❖ **One (01) Non-Destructive Testing (NDT) Expert**

This engineer must have:

- A degree in Civil Engineering or a Senior Technician in Industrial Maintenance, or equivalent (A' Levels + 3).
- Holder of a certification in Non-Destructive Testing (COFREND, ISO 9712, ASNT, or equivalent) at a minimum of Level II.
- Professional experience (to be presented in a detailed **Curriculum Vitae (CV)**): having at least eight (05) years of experience in non-destructive testing of pressurised equipment;

❖ **One (01) Quality, Health, Safety and Environment (QHSE) Manager**

This QSHSE manager must have:

- A certificate (Bachelor's or Master's Degree) in the role of Quality, Health, Safety and Environment (minimum of A' Levels + 3) or equivalent.
- Professional experience (to be presented in a detailed **Curriculum Vitae (CV)**)

having at least five (05) years of professional experience in the environmental sector.

❖ **One (01) Senior Technician in Mechanical Engineering**

The laboratory assistant must have:

- A Higher National Diploma (HND) or a Bachelor's degree in Mechanical Engineering, or equivalent (minimum of A' Levels + 2).
- Professional experience (to be presented in a detailed **Curriculum Vitae (CV)**: having at least five (03) years of experience in the inspection and monitoring of installations at an LPG filling plant or a petroleum storage depot.

B.3. Logistics, technical and material resources

The bidder must demonstrate that the company owns, has on lease or has a commitment to the provision of the following equipment:

❖ **Non-Destructive Testing (NDT) Equipment.**

Provide evidence of ownership of at least:

- one (01) ultrasonic **thickness gauge**
- one (01) ultrasonic **flaw detector**
- one (01) **penetrant testing kit**
- one (01) **magnetoscopy unit**

❖ **Metrology and Grading Equipment**

Provide evidence of ownership of:

- calibrated metal tapes
- an electronic measuring device or laser level
- one (01) laser rangefinder
- one (01) software programme for calculating grading tables

❖ **Logistical resources and industrial safety**

Provide evidence of at least:

- One (02) **utility vehicles**
- one (01) laptop
- one (01) multi-gas detector
- Some **Industrial Protective Equipment (PPE)**

Please note that this list of equipment is not exhaustive. It covers only the essential and mandatory equipment required. This does not exempt the candidate from having all other equipment necessary to carry out the services to the highest standard.

Depending on the method of acquisition, the supporting documents to be attached are:

❖ **Owned by the company:**

- copies of vehicle registration documents
- purchase invoices
- photographs of the equipment

- ❖ Leased: lease agreements accompanied by photographs of the relevant equipment.
- ❖ Letter of commitment: attestation of commitment accompanied by photographs of the relevant equipment.

The measuring and testing equipment shall be accompanied by valid calibration certificates issued by a competent organisation.

B.4. Methodology and organisation outline

The working methodology must be organised as follows:

- ❖ Understanding of the assignment: describe the objectives, constraints and technical requirements of the ten-year inspection and the assessment of LPG cylinders.
- ❖ Proposed organisation: outline the team structure, the allocation of responsibilities and the resources deployed to ensure the successful execution of services.
- ❖ Provisional schedule: propose a timetable setting out the main stages of the project and the deadlines for completing the work.

B.5. Financial capacity

Documents proving access to a credit line or other financial resources enabling the Contract to be financed (presentation of a certified statement of financial capacity confirming the availability of financing – of an amount equal to or greater than **twenty million CFAF (20,000,000)** by a first-rate bank approved by the Minister of Finance.

B.6. A sworn declaration in which the bidder not only certifies the non-abandonment of a Contract during the last three (03) years, but also that he/she does not feature on the list of defaulting companies established annually by the Ministry of Public Contracts.

8. EVALUATION CRITERIA

The quality of the technical bids will be assessed based on the following criteria:

A. Elimination criteria

The elimination criteria are as follows:

- **Analysis of Administrative Documents:**
 - a) Absence or non-conformity of a document in the Administrative file after the 48-hour deadline granted to the bidder;
 - b) False declaration or forged document;
- **Analysis of the Technical Bid:**
 - a) Incomplete or non-conforming technical file in line with the specifications of this Notice;
 - b) Failure to obtain at least **70/ 100** at the end of the technical analysis;
 - c) False declaration or forged document;

- d) Non-presentation in the technical bid of a documents proving access to a credit line or other financial resources enabling the Contract to be financed (presentation of a certified statement of financial capacity confirming the availability of financing – of an amount equal to or greater than **twenty million CFAF (20,000,000)** by a first-rate bank approved by the Minister in charge of finance;
- e) Absence in the technical bid of a sworn declaration by which the bidder not only certifies the non-abandonment of a Contract during the last three (03) years, but also that he/she does not feature on the list of defaulting companies established yearly by the Ministry of Public Contracts.

B. Essential criteria

The quality of the technical bids will be assessed based on the following criteria:

No.	DESCRIPTION	Points
1	General presentation of bids	05
2	Bidder's references for similar assignments: at least three	30
2.1	<i>Reference 1</i>	
2.2	<i>Reference 2</i>	
2.3	<i>Reference 3</i>	
3	Qualifications and experience of supervisory staff	40
4	Logistical, technical and material resources	15
5	Methodology and organisation of work	10
	Total	100

Only bidders with a total score of 70% or higher in the evaluation of the technical bids shall be short-listed.

9. FURTHER INFORMATION

Further information may be obtained during working hours from the Director of Human Resources and General Options of the HPSF, Tel: 2 22 50 30 00 / 222 50 30 10; P.O Box: 501 Yaoundé, Fax 222 50 30 05 / 222 50 30 03. Email: contact@csph.cm.

10. PUBLICATION OF RESULTS

The Director General of the Hydrocarbons Prices Stabilization Fund will publish, through an official release, the list of short-listed bidders to whom the Tender Documents on the provision of the requested services will be sent. It should be noted that interest expressed by a bidder does not imply any obligation on the part of the HPSF to have the bidder short-listed.

Yaoundé, 14 AOÛT 2026



PROJECT OWNER

Okie Johnson Ndoh
Inspecteur d'Etat